

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/76
12 septembre 2003

(03-4884)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

BAHREÏN

Déclaration de S.E. M. Ali Bin Saleh Al-Saleh Ministre du commerce

Permettez-moi de commencer par m'associer à ceux qui avant moi ont remercié le peuple et le gouvernement des États-Unis du Mexique pour avoir organisé cette Conférence ministérielle dans la belle ville de Cancún.

Je souhaiterais aussi exprimer nos sincères remerciements et notre gratitude pour le chaleureux accueil et la généreuse hospitalité que vous nous avez réservés.

C'est pour moi un grand honneur que de transmettre les félicitations de Sa Majesté le Roi Hamad Bin Issa Al Kkalifa, Roi de Bahreïn, au Président Vicente Fox, au gouvernement et au peuple mexicains.

Nous sommes réunis ici pour débattre des progrès du "Programme de Doha pour le développement", un programme que nous sommes convenus de mettre en œuvre et de suivre sur une période de quatre ans. Ce faisant, nous ne devons pas perdre de vue qu'au cœur du Cycle de Doha il y a le "développement". Nous devons nous employer ensemble à faire en sorte que le système commercial mondial incarné par l'OMC soit davantage à l'écoute des espoirs et des préoccupations des pays en développement.

Le Royaume de Bahreïn est une petite nation qui a une longue histoire de fervent attachement aux principes du libre-échange. Nos politiques, approches et pratiques témoignent du profond ancrage de cette conviction. Le fait que nous soyons un Membre fondateur de l'OMC est le reflet de notre inclination naturelle à l'intégration dans la communauté commerciale internationale et à la coopération avec celle-ci. Bahreïn nourrit l'espoir, comme d'autres, non seulement de réaliser des progrès économiques grâce aux échanges, mais aussi de parvenir à un développement durable. Nous nous efforçons de faire de Bahreïn un carrefour du commerce et de l'investissement dans notre région, et nous adoptons également des politiques visant à instaurer un environnement encore plus ouvert pour les entreprises locales et étrangères.

Parallèlement, nous avons présenté notre offre initiale dans le commerce des services qui a été reconnue par nos partenaires comme "large et généreuse". Nous faisons partie du petit nombre de Membres qui a présenté une offre de ce type, et nous nous sommes engagés à réviser cette offre pour en démontrer le caractère constructif mais aussi pour l'améliorer encore. Nous espérons que ces efforts de notre part seront reconnus et trouveront un écho chez d'autres Membres lorsque nous présenterons nos demandes dans le domaine des marchandises et des services.

Je suis persuadé que les Ministres sont venus à cette Conférence animés d'une volonté d'unité et de coopération et fermement résolus à surmonter les obstacles et les désaccords qui accompagnent

habituellement les négociations. Il est de notre devoir de comprendre véritablement les diverses préoccupations et de trouver des compromis pour résoudre les problèmes éventuels.

Permettez-moi de vous faire part de nos idées sur certaines des questions que nous devons examiner.

Premièrement, il nous faut admettre que nous avons besoin de plus de temps pour réfléchir à l'inclusion de nouveaux domaines dans le système commercial. Ne nous surchargeons pas inutilement à ce stade. Avant de l'accepter, il faudrait plutôt que nous soyons tous convaincus que cela procurera des avantages à tous les pays.

Deuxièmement, les préoccupations des pays en développement sur les questions de mise en œuvre sont tout à fait légitimes. La mise en œuvre est le test de nos véritables intentions. Travaillons donc ensemble à éliminer les malentendus et à atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés à Doha.

Troisièmement, nous n'ignorons pas les propositions faites et les discussions engagées dans le domaine des droits de douane pour les produits industriels, un domaine d'importance majeure pour Bahreïn. Toutefois, nous ne pensons pas que les discussions actuelles tiennent compte de nos aspirations. Les négociations ne doivent pas perdre de vue les intérêts et les capacités des pays en développement. Des études ont montré que les pays en développement ont donné plus que leur part équitable en matière de libéralisation des échanges. Par conséquent, ces pays doivent avoir accès aux marchés des pays développés, avant qu'il ne leur soit demandé d'apporter une contribution encore plus grande en matière d'accès aux marchés.

Le gouvernement du Royaume de Bahreïn souhaiterait souligner combien il importe d'accélérer la négociation de l'accession des pays en développement à l'OMC, en particulier des pays arabes et plus spécialement d'une nation commerçante de premier plan comme le Royaume d'Arabie saoudite. Il ne faut pas demander à ces pays de prendre plus d'engagements que les Membres actuels. Sur ce point, je souhaiterais saisir cette occasion pour féliciter chaleureusement les gouvernements des nouveaux Membres: le Népal et le Cambodge.

Pour conclure, au nom du Royaume de Bahreïn, je souhaiterais renouveler nos remerciements et notre gratitude au gouvernement et au peuple des États-Unis du Mexique pour avoir accueilli cette Conférence. Nous remercions aussi le Directeur général de l'OMC et son personnel, l'ensemble des pays Membres ainsi que toutes les délégations participantes pour leur contribution et les précieux efforts qu'ils ont déployés pour faire de cette Conférence une réussite.
